



Gervais Rakotoarimanana et Marshall Mills

C'est fou mais l'hypocrisie déguisée, empreinte de mépris, dépasse, ici, la diplomatie et le tact à l'égard d'un pays censé être souverain. Dès son arrivée à Madagascar, voici les déclarations du chef de cette énième délégation du FMI, Marshall Mills, le 10 septembre 2015, face à la presse malgache :

« La mission du FMI vient de commencer son travail et nous avançons dans une grande ambiance de collaboration étroite, professionnelle et pragmatique, dans un premier temps, mais aussi très ouverte et amicale. Nous avons un travail profond pour comprendre les tendances et les besoins de l'économie malgache, et c'est pour cette raison que nous avons demandé des données au niveau technique, échangées entre les autorités et la mission du FMI. Nous avons besoin de ces données surtout pour mieux conseiller les autorités malgaches. Les problèmes sont complexes et on voudrait bien comprendre le contexte malgache. Les problèmes sont spécifiques à ce pays et donc on voudrait bien comprendre les problèmes ».

De son côté, pour meubler le vide dans son esprit et faire croire qu'il est cultivé, sans doute, le ministre des Finances et du Budget, Gervais Rakotoarimanana, a déclaré : *« Il s'agit de rechercher des intérêts communs entre les deux parties. Une phase de prospection vient*

toujours avant les négociations.

Outre les appuis financiers, le FMI offre, surtout, une assistance technique, un accompagnement et des conseils pour ses pays membres ».

Ah bon? Quel scoop alors!



RAPPEL

Créé en 1944 lors de la Conférence de Bretton Woods, le Fonds Monétaire International (FMI) est une institution spécialisée des Nations Unies regroupant 188 pays membres.

L'article premier des Statuts du FMI énonce les objectifs fondamentaux suivants:

- promouvoir la coopération monétaire internationale;
- faciliter l'expansion et la croissance équilibrées du commerce mondial;
- promouvoir la stabilité des changes;
- aider à établir un système multilatéral de paiements;
- mettre ses ressources (moyennant des garanties adéquates) à la disposition des pays

confrontés à des difficultés de balance des paiements.

Champ d'action du FMI: l'objectif premier du FMI est de veiller à la stabilité du système monétaire international, en d'autres termes, le système international de paiements et de change qui permet aux pays (et à leurs citoyens) de procéder à des échanges entre eux. Le mandat du FMI a été actualisé en 2012 pour couvrir l'ensemble des questions macroéconomiques et financières ayant une incidence sur la stabilité mondiale.

Madagascar est membre du FMI depuis le 25 septembre 1963 (a adhéré aux obligations de (*)

l'article VIII de son statut, sections 2,3 et 4, le 18 Septembre 1996)

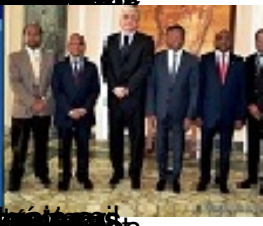
et, après 52 ans, ce FMI cherche encore à comprendre les problèmes du pays, en matière de gestion financière?!

C'est un peu fort de café, non? Le vrai problème de Madagascar c'est cet expert-comptable qui n'a jamais rien prévu, malgré sa formation. En fait, il a jonglé avec l'argent des autres, durant cinq années en tant que ministre des Finances, et il continue, en tant que président de la république, tout en espérant, en prime, s'enrichir au nom du suffrage universel et sur le dos de son peuple qui ne lui prêté le pouvoir que pour un temps bien déterminé. Pour finalement devenir l'homme le plus riche du cimetière. C'est aussi simple que ça.



 **Fonds monétaire international**

Juin 2014-septembre 2015
DOSSIER DES ACCORDS NON RESPECTES PAR LE REGIME RAJAONARIMAMPINANINA



Le Fonds monétaire international (FMI) a publié un rapport le 18 juin 2015 sur le régime de Rajaonarimampianina. Le rapport indique que le régime n'a pas respecté les conditions de l'accord de crédit du FMI. Le FMI a donc suspendu son soutien financier au régime. Le rapport est disponible sur le site du FMI.

Madagascar FMI. Qu'est-ce qu'il y a encore à comprendre 52 ans après?

Vendredi, 11 Septembre 2015 10:50 - Mis à jour Samedi, 12 Septembre 2015 06:05



SECTEUR EXTERIEUR, Y COMPRIS PRETS - Le secteur extérieur a enregistré une dégradation continue depuis 2015, en raison de la baisse des recettes des exportations et de l'augmentation des dépenses d'importation. Le déficit courant s'est accru de 1,2 point de pourcentage en 2015, passant de 1,1 à 2,3 points de pourcentage du PIB.